







Exploitation, maintenance et travaux des installations de chauffage, de ventilation, de climatisation, de traitement d'air et des installations d'automatisme et de supervision

Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)





SOMMAIRE

1. DÉFINITIONS	3
2. OBJET DU CONTRAT	3
3. STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT.....	5
4. DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS	11
5. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT.....	12
6. OPERATIONS DE VERIFICATION DES PRESTATIONS	16
7. OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....	16
8. LITIGE ET SANCTIONS	25
9. FIN DU CONTRAT	34

ÉLÉMENTS CLÉS DU CONTRAT

 Objet du contrat	Exploitation, maintenance et travaux des installations de chauffage, de ventilation, de climatisation, de traitement d'air et des installations d'automatisme et de supervision
 Acheteur	UNIVERSITE LYON 2
 Type de contrat	Accord-cadre à bons de commande sans minimum et avec maximum mono-attributaire
 Lieu d'exécution	Sites de l'université
 Durée	4 ans
 Nature des prix	Prix mixtes

1. DÉFINITIONS

 Contrat	Le contrat est un accord-cadre passé en procédure adaptée (Articles L.2213-1 et R.2123-1 - Code de la commande publique). Sous réserve de la prise en compte des dérogations prévues par le présent CCAP, le contrat fait référence au CCAG Fournitures courantes et services 30 mars 2021 . Le terme contrat désigne également le présent document, ses annexes et les autres pièces constitutives de l'accord-cadre.
 Acheteur	L' acheteur désigné dans le contrat agit en tant que pouvoir adjudicateur. Il est le donneur d'ordre du contrat pour le compte duquel le contrat est exécuté.
 Titulaire	Le titulaire désigné dans le contrat est l'opérateur économique qui conclut le contrat avec l'acheteur. En cas d'attribution à un groupement d'opérateurs économiques, le titulaire désigne le groupement représenté par son mandataire.
 Prestation	La prestation est l'ensemble des tâches prévues au contrat qui incombent au titulaire et rémunérées par l'acheteur. Le terme prestation vise également une partie du contrat soumise à des règles spécifiques.

2. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

■ 2.1.1 : Contexte et objet de la prestation

Le présent marché porte sur l'exploitation et la maintenance des équipements de production de chauffage, de ventilation, de climatisation et de traitement d'air ainsi que la maintenance et les travaux d'entretien des équipements d'automatisme et de supervision (GTC/GTB) des sites de l'Université Lumière Lyon 2.

L'Université Lumière Lyon 2 est composée de 2 campus :

- Le campus Berges du Rhône sis 18 Quai Claude Bernard 69007 Lyon et son site rattaché Site Rachais, 3 rue Rachais 69003 Lyon
- Le campus Porte des Alpes sis 5 Avenue Pierre Mendès France 69676 BRON et son site rattaché CFMI situé au Vinatier 95 Boulevard Pinel 69676 BRON

L'ensemble des sites totalise 35 bâtiments pour une surface chauffée d'environ 125 000m². Il est rappelé que les sites sont soumis à la réglementation ERP et que les interventions auront lieu en site occupé.

Les bâtiments et zones concernés par les prestations sont représentés sur les annexes 1,2 et 3 du CCTP.

■ 2.1.2 : Lieu d'exécution

Ces prestations se dérouleront sur les sites de l'établissement par ce marché. Les bâtiments et zones concernés par les prestations sont représentés sur les annexes 1,2 et 3 du CCTP.

■ 2.1.3 : Exclusivité

Le titulaire bénéficie de l'exclusivité pour couvrir les besoins de l'acheteur concernant les prestations objet du contrat. En échange, l'opérateur s'oblige, en toutes hypothèses et sauf cas expressément prévus ci-dessous, à exécuter ses prestations.

Exclusion :

- Bâtiments N (préfabriqués), (2164 Préfa F / 2166 Préfa C / 2167 Préfa B / 2161 Préfa A / 2163 Préfa E) ;
- Zone appartenant à l'Université Lyon 3 dans le bâtiment Athéna, (1103 partie grisée sur plan) ;
- Bâtiment MILC 1301 ;
- Bâtiment A et Fbis du Centre Berthelot 1403 1404.

■ 2.1.4 : Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles du contrat sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement et ses annexes éventuelles ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes ;
- Le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fourniture et services (CCAG-FCS), sous réserve des dérogations explicitement apportées par le présent CCAP ;
- Les pièces financières ;
- Le cadre de réponse technique et environnementale ;
- Le bon de commande ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification de l'accord-cadre ;

S'agissant d'un contrat d'adhésion, les conditions générales de vente émises par le titulaire, ses sous-traitants ou ses fournisseurs ne sont pas applicables à l'accord-cadre. Le contrat ne peut être modifié que par avenant signé par les deux parties.

Il est expressément reconnu le caractère contractuel du cahier des clauses administratives générales (CCAG-FCS) applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (bien que non joint, il est réputé connu par le candidat/le titulaire).

Il est également reconnu que les dispositions du code de la commande publique sont applicables à l'exécution des prestations.

Par dérogation à l'article 4.2.1 du C.C.A.G-FCS, la notification de l'accord-cadre se matérialisera uniquement par la transmission par l'acheteur public au titulaire, d'une copie de l'acte d'engagement.

■ 2.1.5 : Représentants de l'acheteur

Dès la notification du marché, l'acheteur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire, pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution du marché.

Par dérogation à l'article 3.3 du CCAG-FCS, ce ou ces représentants peuvent ne pas disposer des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions nécessaires engageant l'acheteur.

Les prestations sont réalisées pour le compte de l'université Lumière Lyon 2, représentés par son ou sa Président(e) en exercice.

À tout moment de l'exécution du contrat, l'acheteur pourra s'adjoindre des compétences d'un assistant à maîtrise d'ouvrage et/ou d'un contrôleur technique.

■ 2.1.6 : Représentants du titulaire

Dès la notification du marché, le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution du marché. Ce sont les interlocuteurs privilégiés des établissements pour toute question d'ordre contractuel, administratif et opérationnel. Ils ont une connaissance approfondie de l'accord-cadre et ils disposent de la qualité et de l'autorité nécessaires pour assurer la gestion et le bon fonctionnement du marché.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution du marché. Le titulaire informe, sans délai, l'acheteur de toute modification des interlocuteurs désignés.

3. STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT

■ 3.1 : Forme du contrat

La consultation est passée selon une procédure en appel d'offres ouvert, en application des articles L.2120-1 3°, L.2124-2, R2124-2 1° et R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la commande publique.

Conformément aux articles L.2124-2 et R.2161-5 du code de la commande publique, l'acheteur attire l'attention des candidats sur le fait qu'aucune phase de négociation n'est autorisée pour la présente consultation.

La consultation est lancée sous la forme d'un accord cadre au sens de l'article R.2162-2 al. 2, R2162-13 et R2162-14 du code de la commande publique. Pour chaque lot, l'accord cadre à bons de commande sera mono-attributaire, sans minimum en valeur et avec un maximum en valeur :

- **Montant maximum annuel pour le lot n°1** « Maintenance et exploitation des installations de chauffage, de ventilation, de climatisation et de traitement d'air » : **800 000 € HT max/an.**
- **Montant maximum annuel pour le lot n°2** « Maintenance et travaux des installations d'automatisme et de supervision (GTC/GTB) » : **300 000 € HT max/an.**

Le montant est identique pour chaque période de reconduction éventuelle.

■ 3.2 : Allotissement

La consultation est décomposée en 2 lots (juridiquement distincts) :

Objet des lots
Lot n°1 : Maintenance et exploitation des installations de chauffage, de ventilation, de climatisation et de traitement d'air
Lot n°2 : Maintenance et travaux des installations d'automatisme et de supervision (GTC/GTB)

Nota importante : la présente consultation ne concerne que le lot n°2 « Maintenance et travaux des installations d'automatisme et de supervision (GTC/GTB) » de l'accord-cadre.

Cette consultation fait partiellement suite à un premier appel d'offre (avis d'appel public à la concurrence publié le 19 mars 2025 au Bulletin officiel des annonces de marchés publics - annonce BOAMP n°25-30408 - et Journal officiel de l'Union européenne - annonce JOUE n° 177113-2025. En effet, le lot n°2 a fait l'objet d'une déclaration sans suite pour cause d'infructuosité au sens de l'article R.2185-1 du code de la commande publique.

■ 3.3 : Nature de la prestation

Les prestations relèvent d'un contrat de **services**. Néanmoins, certaines commandes peuvent nécessiter la mise en œuvre de fournitures.

■ 3.4 : Clause sociale

La partie « Clause d'Insertion Sociale » de l'Article 16.1 du CCAG-FCS portant sur le développement d'insertion sociale est intégralement remplacée par les articles suivants.

L'Université Lumière Lyon 2, dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, a décidé de faire application des dispositions de l'article L 2112-2 et R2152-7 du code de la

commande publique, en incluant dans le cahier des charges de ce marché public une clause sociale d'insertion par l'activité économique obligatoire

Cette clause est applicable aux lots n° 1 et 2.

Chaque entreprise qui se verra attribuer un de ces lots, devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Le respect de ces dispositions est une condition de la conformité de l'offre. Une offre comportant des réserves ou ne respectant pas ces conditions d'exécution particulières sera déclarée irrégulière au motif du non-respect du cahier des charges.

1. Favoriser l'insertion professionnelle des personnes éloignées de l'emploi

En application de l'article L2112-2 du Code de la Commande Publique, l'université Lumière Lyon 2 fixe dans ce marché une clause d'exécution à caractère social permettant l'accès ou le retour à l'emploi des personnes issues des publics prioritaires suivants :

- Demandeur d'Emploi de Longue Durée, inscrit à France Travail ayant travaillé moins de 610h sur les 12 derniers mois ;
- Personne en recherche d'emploi de +50 ans, inscrit à France Travail ;
- Bénéficiaire de minimas sociaux ;
- Demandeur d'emploi bénéficiaire de l'obligation d'emploi au sens de l'article L.5212-13 du Code du Travail ;
- Bénéficiaire d'un Pass IAE ;
- Jeune de -26 ans ayant un faible niveau de formation (niveau 3 et inférieur) rencontrant des difficultés particulières d'insertion professionnelle ;
- Jeune de -26 ans qualifiés (niveau 4 et supérieur) en recherche d'emploi depuis plus de 6 mois ;
- Participant au dispositif d'accompagnement renforcé de la Métropole de Lyon ;
- Personne orientée par le SPIP (Services Pénitentiaires d'Insertion et de Probation).

D'autres personnes, rencontrant des difficultés particulières d'insertion professionnelle, peuvent, sur avis motivé des acteurs de l'emploi, apprécié par le facilitateur, être considérées comme relevant des publics prioritaires.

Dans tous les cas, l'éligibilité des candidats à la clause d'insertion sera validée par la Maison Métropolitaine d'Insertion pour l'Emploi, Assistance à la Maîtrise d'Ouvrage d'Insertion pour le compte du maître d'ouvrage, en amont de tout contrat de travail.

Durée d'éligibilité :

Une personne bénéficiaire peut être valorisée dans le cadre du dispositif Clauses Sociales sur une période de 24 mois calendaires maximum à compter de la date de début de son premier contrat de travail dans le cadre d'une clause sociale.

Incitation à l'emploi durable en CDI : une personne bénéficiaire peut être valorisée jusqu'à 36 mois en cas d'embauche en CDI par une entreprise, dans la limite d'un plafond de 3640 heures d'insertion.

La notion de parcours étant particulièrement importante pour les Maîtres d'Ouvrages du territoire, cette valorisation exceptionnelle jusqu'à 36 mois peut également être accordée par l'AMO Insertion afin, par exemple, de permettre à la personne bénéficiaire d'acquérir une qualification professionnelle.

Une fois que la valorisation en clauses (24 ou 36 mois ou 3640 heures) s'est écoulée, la personne pourra de nouveau bénéficier d'un contrat en lien avec une clause sociale dans la limite d'un seul renouvellement, si et seulement si :

- Un délai de 24 mois minimum s'est écoulé depuis la fin de son dernier contrat en clause sociale ;
- Sa situation le replace parmi les publics prioritaires ayant accès aux clauses sociales ;
- Le parcours de la personne sur les 2 années précédentes justifie une nouvelle entrée.

Certains cas particuliers pourront être traités de manière spécifique. Le salarié en insertion qui a atteint la période maximale de valorisation mais qui se retrouve en situation d'extrême fragilité si le contrat de travail en clause sociale s'arrêterait immédiatement. Les situations seront traitées au cas par cas en concertation entre les référents accompagnant les participants, l'AMO insertion et les entreprises.

Modalités de mise en œuvre de l'action d'insertion

Cela consiste, pour le titulaire du marché, à réserver une part du temps total de travail nécessaire à l'exécution de son marché, à une action d'insertion d'une durée minimum selon les modalités définies ci-dessous :

Lots	Heures d'insertion à réaliser
Lot 1 - Maintenance et exploitation des installations de chauffage, ventilation, climatisation, traitement d'air	660 heures d'insertion par an, soit 2 640 heures d'insertion sur la durée totale du marché
Lot 2 - Maintenance et travaux des installations d'automatisme et de supervision (GTC / GTB)	125 heures d'insertion par an, soit 500 heures d'insertion sur la durée totale du marché

2. Les modalités de mise en œuvre de l'action d'insertion professionnelle par le titulaire

Le titulaire, après avoir vérifié l'éligibilité des publics à la clause d'insertion auprès de l'AMOI, doit choisir parmi les modalités suivantes :

• 1ère modalité : l'embauche directe par l'entreprise titulaire du marché

Cette embauche peut se réaliser par tous les types de contrats de travail : CDD, CDI, contrat d'apprentissage, contrat de professionnalisation, contrats aidés.

Le titulaire a l'entière responsabilité du choix du candidat, sous réserve de son éligibilité, de la signature du contrat de travail, et de la définition des missions, de sorte qu'il bénéficie d'une véritable insertion professionnelle. Une personne de l'entreprise doit être identifiée pour assurer l'accueil et le tutorat du futur embauché.

• 2ème modalité : la mise à disposition de personnel par une structure qualifiée

L'entreprise est en relation avec un organisme extérieur qui met à disposition du personnel pendant la durée du marché. Il peut s'agir d'une entreprise de travail temporaire d'insertion, d'un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification, d'une association intermédiaire.

Cet organisme se chargera du recrutement, du suivi et de l'accompagnement. Ces personnes seront encadrées par le titulaire

• 3ème modalité : le recours à la sous-traitance ou à la cotraitance avec une structure qualifiée

L'entreprise sous-traite tout ou partie de son marché à une structure d'insertion par l'activité économique (SIAE) sous conventionnement avec l'Etat, ou à une Entreprise Adaptée (EA) ou un Etablissement et Services d'Aide par le Travail (ESAT).

Une fois que le choix de la modalité de mise en œuvre de son engagement d'insertion est fait par l'entreprise, le facilitateur se rapproche, le cas échéant, de la structure choisie par l'entreprise pour l'aider à réaliser son engagement d'insertion et lui transmet les informations relatives à la clause d'insertion du marché.

3. L'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage en Insertion (AMOI)

L'Assistant à Maître d'Ouvrage Insertion (AMOI) désigné par l'Université Lumière Lyon 2 est chargé de faciliter la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation de la clause sociale. L'AMOI est l'interlocuteur unique du titulaire dans la mise en œuvre de la clause sociale.

Dans un délai d'un mois maximum suivant la notification du marché, le titulaire prend contact avec l'AMOI afin de définir les modalités opérationnelles d'exécution de la clause et le calendrier prévisionnel de mise en œuvre de son engagement d'insertion.

Coordonnées de l'Assistant à Maîtrise d'Ouvrage Insertion pour l'Université Lumière Lyon 2 :

Maison Métropolitaine d'Insertion pour l'Emploi (MMIE)
24 rue Etienne Rognon - 69007 Lyon
Amel BEN AÏCHA
Facilitatrice Clauses Sociales
Tél : 04 78 62 17 22
Mél : abenaicha@lyonmetropole-mmie.fr

Appui - conseil au titulaire du marché

L'AMOI apporte un soutien méthodologique au titulaire des marchés publics pour l'aider à satisfaire les conditions d'exécution sociales.

Il répond également aux demandes de conseils ou d'appui formulées par le titulaire dans le cadre de la mise en œuvre de son engagement d'insertion. Pour ce faire, il peut :

- Accompagner les entreprises dans leurs recrutements, par la recherche et la présentation de candidats,
- S'assurer, si nécessaire, de la mise en place d'un accompagnement favorisant l'accueil et l'intégration,
- Apporter si besoin est des réponses en matière d'ingénierie de formation pour satisfaire aux besoins de compétences définis avec les entreprises ou leurs organisations professionnelles.

Suivi et évaluation de la clause sociale

L'AMOI Insertion informe régulièrement l'Université Lumière Lyon 2 de l'état de réalisation de l'engagement d'insertion des entreprises titulaires de marchés publics.

Afin de justifier de la bonne réalisation des engagements d'insertion, le titulaire est soumis à une double obligation précisée ci-dessous.

Le titulaire s'engage ainsi à répondre aux sollicitations de l'AMOI Insertion afin de permettre un suivi régulier de la mise en œuvre de l'engagement d'insertion **et à fournir, dans un délai qui lui sera imparti, tous renseignements nécessaires** (*NOM - Prénom, date de naissance, adresse, date d'embauche, nombre d'heures réalisées, type de contrat, poste occupé...*) propres à permettre le contrôle de l'exécution et l'évaluation de l'action d'insertion.

Pour ce faire, l'entreprise attributaire devra retourner le récapitulatif mensuel des heures sur la base du modèle joint en annexe 1 du CCAP, pour les contrats en cours du mois précédent.

Pendant l'exécution du marché, le titulaire doit répondre, dans un délai d'un mois maximum, aux sollicitations de la MMIE.

Le titulaire doit justifier de la mise en œuvre de la clause d'insertion en fournissant à l'AMOI, dans les délais impartis, les justificatifs relatifs aux démarches engagées.

Dans tous les cas, le titulaire doit compléter et fournir le relevé d'heures mensuel transmis par la MMIE au plus tard le 15 du mois suivant la période de valorisation des heures justifiées dans le cadre de la condition d'exécution sociale.

En cas de difficultés rencontrées dans la mise en œuvre de l'engagement d'insertion celles-ci doivent être portées à la connaissance de l'AMOI Insertion et du Maître d'Ouvrage.

La consolidation des relevés d'heures sera faite par la MMIE pour l'Université Lumière Lyon 2.

Les difficultés économiques, impactant l'exécution de la clause d'insertion, seront étudiées au cas par cas et en fonction des documents justificatifs fournis par le titulaire.

Clauses contractuelles en matière de protection des données à caractère personnel :

Le titulaire et ses éventuels co-traitants et/ou sous-traitants traiteront des données à caractère personnel et les transmettront à l'AMO insertion, afin qu'il vérifie l'éligibilité des candidats au dispositif et réalise le suivi des heures d'insertion. Ils s'engagent à traiter ces données dans le respect du RGPD et des clauses contractuelles conformément au CCAP.

Dans le cas de l'embauche directe, le titulaire informera les candidats et salariés de la transmission à l'AMO insertion des données suivantes : données nécessaires à la vérification de leur éligibilité au dispositif, données nécessaires au suivi des heures d'insertion.

Dans le cas du recours à une structure mettant à disposition du personnel ou à un sous-traitant, le titulaire pourra reporter cette obligation d'information sur la structure en contact direct avec le candidat / salarié, afin de favoriser la bonne compréhension de cette information.

Conformément à la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel dans le cadre du RGPD (loi du 20/06/2018 et ordonnance du 12/12/2018), la Maison Métropolitaine d'Insertion pour l'Emploi (MMI'e) s'engage vis-à-vis des entreprises, dans le cadre de l'exécution de ses prestations, à respecter et à faire respecter par son personnel, les obligations suivantes :

- Ne collecter et traiter les données personnelles que conformément aux instructions et aux finalités liées à l'objet des prestations qui nous lie,
- Mettre en œuvre toutes les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir la sécurité, l'intégrité et la confidentialité des données personnelles collectées et d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées, perdues, détournées, corrompues, divulguées, transmises ou communiquées à des personnes non autorisées,
- De garantir l'exercice de droit d'accès aux données sur demande (droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition), sur simple demande au délégué à la protection des données de la MMI'e (dpd@lyonmetropole-mmie.fr)
- De supprimer ou d'anonymiser les données personnelles collectées dans un délai d'au plus 10 ans.

■ 3.5 : Présentation des bons de commande

Les bons de commande sont notifiés par tout moyen permettant d'en accuser date de réception certaine. Le titulaire est réputé avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui lui a été adressé, ou, à défaut de consultation dans un délai de 4 jours ouvrés à compter de la date d'envoi du document, à l'issue de ce délai.

Les prestations à réaliser sont définies au fur et à mesure des besoins au moyen de bons de commande qui comportent :

- nom et adresse du titulaire,
- numéro et date du contrat,
- numéro et date du bon de commande,

- numéro de l'engagement juridique,
- lieu et date de réalisation des prestations,
- adresse de facturation si elle diffère de celle prévue au contrat,
- désignation et quantités des prestations à réaliser,
- délais de réalisation des prestations, le cas échéant,
- montant total hors taxes de la commande,
- taux et montant de la TVA,
- montant total TTC.

Les bons de commande sont notifiés par l'acheteur au titulaire. La ou les personnes habilitées à signer les bons de commande sont : La/le Président.e de l'établissement membre ou toute personne ayant reçu une délégation à cet effet.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG-FCS, lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier à l'acheteur dans un délai de 5 jours calendaires à compter de la réception du bon de commande, sous peine de forclusion. Le titulaire se conforme aux bons de commande qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, les bons de commande sont adressés au mandataire du groupement, qui a seule qualité pour formuler des observations à l'acheteur.

Dans tous les cas, et sauf notification d'un ordre de service contraire, aucune prestation ne peut débiter sans la notification préalable, par l'acheteur, d'un bon de commande au titulaire.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre, mais leur exécution doit être terminée au plus tard 3 mois suivant la fin de l'accord-cadre.

La résiliation ou la non reconduction de l'accord-cadre ne remet pas en cause la validité du bon de commande émis avant la date d'effet de la décision de résiliation ou de non reconduction. Le titulaire est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à l'admission des prestations.

■ 3.6 : Présentation des ordres de service

Les décisions, ordres ou remarques relatifs à la conduite et au contrôle de l'accord-cadre ainsi que les modalités prévues à l'accord-cadre pour l'exécution des prestations peuvent se concrétiser par des ordres de services signés, datés et numérotés.

Par dérogation à l'article 3.8.2 du CCAG-FCS, lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un ordre de service qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier à l'acheteur dans un délai de 5 jours calendaires à compter de la réception de l'ordre de service, sous peine de forclusion. Sous réserve de l'article 23.4 du CCAG-FCS, le titulaire se conforme aux ordres de service qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, les ordres de service sont adressés au mandataire du groupement, qui a seule qualité pour formuler des observations à l'acheteur.

■ 3.7 : Prestations similaires / Prestations éventuelles supplémentaires / solutions alternatives

Pour le présent marché, l'acheteur pourra, conformément à l'article R2122-7 du code de la commande publique, passer avec le titulaire des marchés négociés sans mise en concurrence ayant pour objet la réalisation de prestations similaires, dans un délai de trois ans à compter de la notification du contrat.

La présente consultation ne comporte aucune prestation éventuelle supplémentaire. De même aucune solution alternative n'est prévue.

■ 3.8 : Clause de réexamen

Outre le cas prévu par l'article 25 du CCAG-FCS et en application de l'article L.2194-1 du code de la commande publique, le contrat peut être modifié, le cas échéant, par avenant, quel que soit le montant et sans nouvelle procédure de mise en concurrence :

- Lorsque le titulaire ou l'acheteur propose des évolutions permettant une plus grande efficacité opérationnelle et pouvant générer des économies d'exploitation sans pour autant changer l'objet du marché.
- Chaque trimestre, un réexamen des postes des pièces financières pourra être effectué sur demande de l'acheteur ou du titulaire en cas de modification portant sur un ajout, une substitution ou une suppression d'un matériel ou d'une prestation.
- Ajout ou suppression en cours d'exécution d'un site et/ou d'un bâtiment. Les prestations à redevance forfaitaire seront facturées en proportion de la part exécutée ou à exécuter du marché (nombre d'interventions ou prorata temporis). Dans le cas de prorata temporis, tout mois commencée sera entièrement dû au titulaire.

4. DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

■ 4.1 : Durée initiale du contrat

Le contrat est conclu pour une période initiale de 1 an à compter de la notification. La notification prévisionnelle du marché est prévue pour début octobre 2025. La date exacte de la notification du contrat sera celle de la transmission par l'acheteur de l'acte d'engagement signé par les deux parties.

■ 4.2 : Modalités de reconduction

Le contrat peut-être reconduit tacitement par période de successive de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans.

L'acheteur notifie la décision de ne pas reconduire le contrat avant la date de fin de la période d'exécution en cours. Cette notification est adressée soit par lettre recommandée avec accusé de réception soit via le profil acheteur (plateforme PLACE).

Le titulaire ne peut pas refuser la décision de reconduction du contrat. La décision de ne pas reconduire l'accord-cadre s'imposera dès lors au titulaire sans que ce dernier ne puisse la contester ou demander une quelconque indemnisation. En cas de non-reconduction, le titulaire reste cependant engagé jusqu'à la fin de la période en cours.

■ 4.3 : Reconduction anticipée du contrat

Dans la perspective de l'atteinte imminente du montant maximum de la période en cours, l'acheteur se réserve la possibilité de notifier au titulaire une reconduction anticipée du contrat.

■ 4.4 : Début d'exécution des prestations

L'exécution du marché débutera au plus tôt le 15 octobre 2025, date d'échéance du marché en cours, et au plus tard le lendemain de la fin d'une période d'un mois suivant la notification du marché. Cette période est notamment dédiée à la prise en main des équipements, ainsi qu'à l'établissement des procès-verbaux contradictoires d'état des lieux entre l'actuel prestataire, l'université et le nouveau prestataire. Par conséquent, la fin des prestations, notamment la dernière maintenance annuelle, dépassera l'échéance de l'accord-cadre, s'étendant en principe jusqu'à un mois après la fin du marché.

Le point de départ et le délai de réalisation de chacune des prestations sont énoncés dans le CCTP ou dans l'offre du titulaire si celui-ci est venu optimiser les délais prévus initialement dans le contrat.

■ 4.5 : Délai de remise des devis

Avant de passer commande, les services de l'acheteur pourront faire une demande de devis auprès du titulaire. Un devis doit être envoyé au maximum 3 jours ouvrés après la demande écrite de l'acheteur. En cas de nécessité d'effectuer une visite sur site pour produire le devis, ce délai sera prolongé de 3 jours ouvrés.

Les prestations hors forfait (c'est-à-dire les prestations issues principalement du BPU) font l'objet d'un devis présentant de manière détaillée :

- L'objet des prestations concernés (avec le détail technique) ;
- Le lieu des prestations (à minima campus et bâtiment) ;
- Le nombre d'heure par niveau de qualification et les taux horaires correspondants ;
- Le détail technique des pièces et fournitures mises en œuvre avec leur prix d'achat et le coefficient appliqué par le titulaire
- Le prix des prestations (prix issus du BPU)

Les prestations hors forfait sont réalisées après acceptation du devis par l'acheteur. Chaque prestation hors forfait fait l'objet de l'émission d'un bon de commande, basé sur le devis, daté et signé par la personne compétente de l'acheteur

5. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT

5.1. Prix du contrat

■ 5.1.1 : Nature des prix

Les prix du contrat sont **mixtes**.

■ 5.1.2 : Révision des prix

Les prix du contrat sont **révisibles**, annuellement, à la date anniversaire du contrat, à la hausse comme à la baisse, par application d'une formule de révision.

La **formule de révision** utilisée est $P = P_o (0,70 (ICH_{TrevTSn}/ICH_{TrevTSn-1}) + 0,30 (FSD1n/FSD1n-1))$

P = prix révisé

P_o = prix de l'offre initiale ou issu de la révision précédente

ICH_{TrevTS n} = dernier indice du coût horaire du travail révisé, salaires et charges dans l'industrie mécanique et électrique (naf rev.2 postes 25-30 32-33) - (base 100 en dec.2008) publié et définitif au mois de révision (identifiant : <http://www.bdm.insee.fr> : "001565183" - CICE intégré)

ICH_{TrevTS n-1} = dernier indice du coût horaire du travail révisé, salaires et charges dans l'industrie mécanique et électrique (naf rev.2 postes 25-30 32-33) - (base 100 en dec.2008) publié et définitif au mois "zéro" (identifiant : <http://www.bdm.insee.fr> : "001565183" - CICE intégré)

FSD1n = dernier indice des frais et services divers 1, publié sur Le Moniteur (communiqué paru au BOCCRF du 30 septembre 2004), publié et définitif au mois de révision.

FSD1n-1 = dernier indice des frais et services divers 1, publié sur Le Moniteur (communiqué paru au BOCCRF du 30 septembre 2004), publié et définitif au mois "zéro".

Pour la mise en œuvre de cette formule, les calculs des indices seront effectués avec au minimum deux décimales. Pour chacun de ces calculs, les arrondis seront traités de la façon suivante :

- Si la troisième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale est inchangée (arrondi par défaut).
- Si la troisième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

Cette formule de révision est exclusive de toute autre. Aucune autre formule de révision ne pourra donner lieu à modification du prix.

Modification d'un indice

- En cas de changement de la dénomination et/ou de la base de calcul d'un indice avec ou sans coefficient de raccordement associé, ce changement s'applique automatiquement et sans formalité ;
- En cas de suppression d'un indice et de son remplacement par un autre indice avec ou sans coefficient de raccordement associé, ce remplacement sera notifié par courrier au titulaire par l'administration.

■ 5.1.3 : Contenu des prix

Les prix du contrat comprennent :

- les frais afférents à l'exécution des prestations, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations (ex : frais de déplacement) ;
- le suivi contractuel ;
- les charges fiscales et autres charges éventuelles qui frappent les prestations ;
- l'ensemble des sujétions particulières inhérentes au contenu même de l'exécution des prestations, y compris les conditions d'exploitation et d'accès des différents lieux d'enlèvement et de livraison. A ce titre, le titulaire ne peut prétendre à aucun supplément de prix, ni à aucune indemnité quelconque ;
- les assurances tous risques (couvrant notamment le matériel, le personnel et les dommages causés aux personnes et aux matériels) y compris les éventuels coûts de mise en œuvre de ces assurances en cas d'accident (franchise, etc). Ces charges, sujétions, frais liés et frais d'assurances susmentionnés ne peuvent donc pas être facturés en tant que tels hors de la vie du marché puisqu'ils sont déjà inclus dans les prix contractualisés ;
- la livraison des produits France de port, d'emballage, de manutention, d'assurances, de stockage, de transport et de déchargement jusqu'au lieu de livraison. Aucun emballage n'est facturé. Toutes les livraisons sont effectuées en « emballage perdu » ou récupérable.

En cas de cotraitance conjoint ou solidaire, les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations de coordination et contrôle effectuées par le mandataire, y compris les frais généraux, impôts, taxes ou autre, la marge pour risque et bénéfice ainsi que tous les frais consécutifs aux mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des membres du groupement et les conséquences de ces défaillances.

En cas de sous-traitance, les prix du marché sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle des sous-traitants par le titulaire ou les membres du groupement, ainsi que les conséquences de leurs défaillances.

D'une manière générale, les prix sont réputés complets sans qu'aucune prestation supplémentaire ne soit facturable à l'Université Lumière Lyon 2.

Toutefois, par dérogation à l'article 10.1.4 du CCAG-FCS, la rémunération du titulaire au titre de la maintenance corrective couvre notamment les pièces ou éléments d'une valeur inférieure à 150 € HT, outillages ou ingrédients nécessaires, ainsi que les frais de la main d'œuvre qui leur est affecté, y compris, les indemnités de déplacement et les frais nécessités par les modifications mentionnées à l'article 32.1 du CCAG-FCS.

La rémunération de la maintenance ne couvre pas les prestations prévues à l'article 10.1.4 §2 du CCAG-FCS, qui restent à la charge de l'acheteur.

■ 5.1.4 : Modalités de révision des prix

Il appartient, sous peine de forclusion, à la partie la plus diligente d'effectuer la demande écrite de révision des prix et de motiver cette révision un mois calendaire avant la date anniversaire du marché. Cette demande se traduira par la transmission d'une proposition des pièces financières révisées.

A compter de la réception de la demande de révision, l'autre partie dispose d'un délai d'un mois calendaire pour notifier sa décision d'acceptation des nouveaux prix, de correction ou de rejet.

Le silence de l'autre partie à l'issue de ce délai, vaut acceptation de la demande de révision (sous réserve de l'application du butoir).

Malgré le jeu de la formule de révision, l'acheteur admettra, lors de chaque révision annuelle, une augmentation maximale des prix du titulaire (chaque prix étant traité individuellement sur le

bordereau des prix) de 5 % par année. Si les prix venaient à dépasser ce seuil, il pourra être fait application de ce butoir sur les prix initiaux pour déterminer les nouveaux prix de l'accord-cadre.

La décision de mise en œuvre de la présente clause butoir se traduira par la correction puis le renvoi des pièces financières (pour annulation et substitution). La décision sera notifiée par tous moyens au titulaire de l'accord-cadre. Cette clause butoir ne s'applique pas à la baisse des prix. Dans tous les cas, et quand bien même, une acceptation tacite de la révision des prix serait acquise par le titulaire, l'Université pourra toujours faire application de ce butoir à tout moment.

■ 5.1.4 : TVA

Les demandes de paiement sont adressées en euro HT et TTC.

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

5.2. Conditions de paiement

■ 5.2.1 : Avance

Conformément à l'article 11.1 du CCAG-FCS, l'option qui est retenue pour le régime des avances est l'option A. Le titulaire indique à l'acte d'engagement sa décision de percevoir ou non des avances durant l'exécution de l'accord-cadre.

■ 5.2.2 : Modalités de facturation

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après constatation du service fait par l'acheteur. Le paiement est effectué par virement au compte du titulaire.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire.

Les factures comprennent les mentions suivantes :

- la date d'émission de la facture
- le nom et la raison sociale du créancier, une date d'émission et un numéro unique ;
- le numéro RCS, de SIRET et TVA intracommunautaire ;
- les dates de réalisation des prestations ;
- le numéro du contrat ;
- le numéro du bon de commande ;
- la nature, quantité et montant hors taxes des prestations réalisées ;
- le taux de TVA applicable ;
- la désignation de l'acheteur et son SIRET ;
- les éventuelles autres mentions demandées par l'acheteur après la notification du contrat.
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant ainsi que leur montant HT et TTC.

Elles sont transmises de manière électronique dans les conditions prévues par les articles L2192-1 et suivants du Code de la commande publique sur le portail Chorus Pro à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées doivent être adressées à l'université en renseignant les informations suivantes :

Université Lumière Lyon 2

■ 5.2.3 : Périodicité des paiements

Dans le cas où l'exécution d'une prestation est inférieure à 3 mois, le paiement de chaque prestation commandée intervient en une seule fois après l'admission ou la décision d'admission avec réfaction des prestations. Dans ce cas, le commencement d'exécution des prestations ne donne pas lieu à des versements à titre d'acomptes.

Dans le cas où l'exécution d'une prestation est supérieure à 3 mois, la périodicité des acomptes est fixée au maximum à 3 mois et le montant des acomptes correspond à la valeur des prestations auxquelles ils se rapportent.

Nonobstant, lorsque le titulaire de l'accord-cadre est une petite ou moyenne entreprise ou un artisan au sens de l'article R.2151-13 du code de la commande publique, une société coopérative de production, un groupement de producteurs agricoles, une société coopérative d'artisans, une société coopérative d'artistes ou une entreprise adaptée, le délai prévu à l'article R.2191-22 est ramené à un mois à la demande du titulaire.

■ 5.2.4 : Régime des paiements

Les paiements partiels et les acomptes n'ont jamais un caractère définitif avant l'établissement du solde du bon de commande.

■ 5.2.5 : Délai de paiement

Le délai global de paiement est de **30 jours** conformément à l'article R2192-10 du code de la commande publique.

Conformément à l'article R.2192-31 du code de la commande publique, le défaut de paiement dans le délai légal donnera lieu au versement d'intérêts moratoires dont le taux est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points de pourcentage.

En application de l'article D.2192-35 du code de la commande publique, le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Le délai de paiement de 30 jours pourra toutefois être suspendu par décision de l'ordonnateur en application des articles R.2192-27 et suivants du code de la commande publique. Il notifiera à son cocontractant sa décision et les raisons l'ayant justifiée, conformément aux dispositions de l'article R.2192-28 dudit code.

■ 5.2.7 : Modifications financières pour circonstances imprévues

Lorsque des circonstances imprévisibles et extérieures aux parties surviennent en cours d'exécution, les parties peuvent convenir d'une modification des clauses financières, si celle-ci est nécessaire à la poursuite de l'exécution, dans les conditions prévues à l'article R.2194-5 du CCP. Une telle modification n'est qu'une faculté pour l'acheteur.

S'il envisage de modifier le contrat pour tenir compte des surcoûts engendrés par les circonstances imprévisibles, l'acheteur se fonde sur les justifications financières précises que lui apporte le titulaire.

Seules peuvent être prises en compte les circonstances produisant un effet réel et certain sur l'exécution de l'accord-cadre, la présente clause n'ayant pas pour objet de compenser des surcoûts dont la survenance n'est qu'hypothétique.

A l'appui de toute demande tendant à la modification des conditions financières du présent accord-

cadre, le titulaire doit :

- adresser un mémoire en réclamation à l'acheteur démontrant l'existence d'une circonstance imprévisible au sens de l'article R.2194-5 du CCP ;
- justifier son prix de revient initial, tel qu'envisagé à la date de remise de son offre, et, par conséquent, sa marge bénéficiaire ainsi que les éventuelles provisions pour risques intégrées dans son prix ;
- fournir tout document de nature comptable (bilans, factures, ...) ou contractuelle (notamment les contrats de fournitures ou de sous-traitance), attestant de la réalité et de l'étendue des surcoûts supportés depuis la survenance de l'évènement imprévisible, pour l'exécution du présent accord-cadre.

L'acheteur vérifie la réalité et la sincérité de ces documents et décide de la suite à donner à la demande du titulaire.

En cas d'acceptation de la demande par l'acheteur, les modifications apportées aux prix, aux tarifs ou aux clauses d'évolution des prix, font l'objet d'un avenant signé par les deux parties.

La durée de cet avenant est strictement limitée à la durée des circonstances imprévisibles. Celle-ci peut éventuellement être prolongée dans les conditions définies dans l'avenant.

L'avenant conclu sur le fondement du présent article précise, via une clause de rendez-vous, les conditions dans lesquelles, en fin d'exécution de l'accord-cadre, l'acheteur et le titulaire déterminent le montant définitif de la compensation des surcoûts anormaux réellement subis par le titulaire.

Ainsi, si le montant des compensations excède le montant des pertes, le titulaire est alors redevable de la différence. Le montant correspondant est alors récupéré par l'acheteur / le bénéficiaire :

- soit par précompte sur les factures restant à émettre par le titulaire ;
- soit par avoir, récupéré sur les montants restant à régler ou à défaut récupéré au moyen d'un titre de recouvrement.

6. OPERATIONS DE VERIFICATION DES PRESTATIONS

Les prestations sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du contrat. Les opérations de vérification sont effectuées dans les conditions prévues aux articles 27 à 30 du CCAG FCS.

Toutefois, pour le lot 1, et par dérogation à l'article 28.2 du CCAG, le délai de vérification maximum est fixé à 30 jours. Passé ce délai, la décision d'admission est réputée acquise.

Pour le lot n°2, à compter de la date d'achèvement des prestations, l'Université Lumière Lyon 2 exploite l'installation pour une période probatoire de trois semaines, afin de vérifier le bon fonctionnement de celle-ci et l'adéquation avec les installations déjà existantes. Le cas échéant elle indique au titulaire tout oubli, manquement, ou incohérence constaté. Le titulaire exécute à sa charge les modifications nécessaires. Aucune décision d'admission ne pourra intervenir avant la fin de cette période

7. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

■ 7.1 : Prestation de coordination inter-entreprise

Le titulaire assure la coordination des interventions de ses propres sous-traitants dans le cadre du présent marché.

En particulier :

- Il collecte les documents, rapports et informations à destination de l'acheteur et assure le retour des informations ;

- Il tient à jour la liste des dysfonctionnements techniques constatés par les sous-traitants à des fins de consolidation ;
- Il rapporte à l'acheteur les désordres signalés par les sous-traitants pour garantir la pérennité du patrimoine.

Le coût de cette prestation est intégré dans la redevance annuelle de maintenance P2.

■ 7.2 : Prestation d'accompagnement

Dans le cadre de ses prestations annuelles P2, le titulaire pourra être sollicité par l'acheteur pour accompagner les tiers missionnés le service opérationnel pour toutes sortes de visites (contrôles, audit, etc) et d'intervention dans les locaux techniques placés sous sa responsabilité.

■ 7.3 : Connaissance des lieux et des équipements - formation des personnels

Le titulaire déclare être parfaitement informé de la configuration des locaux dont il aura la charge et de la consistance des équipements dont il assure la maintenance.

Tout le personnel affecté initialement et en cas de remplacement, dans le cadre du présent marché, doit posséder la connaissance des installations et équipements.

Le titulaire doit assurer les actions de formation de son personnel et en outre s'enquérir de l'état des connaissances sur le plan de la technique et de la sécurité pour ce qui concerne le personnel de ses sous-traitants.

Tout nouvel intervenant en cours de marché devra au préalable avoir été formé sur les limites de prestations du contrat et devra avoir réalisé une prise de connaissance des installations dont il aura la charge.

Les caractéristiques des appareils et équipements à entretenir, leur nombre, leur emplacement, sont mentionnés dans les pièces du marché. Ces éléments sont donnés à titre indicatif, le titulaire étant réputé avoir vérifié, préalablement à l'établissement de son offre, les éléments fournis par la visite des installations et locaux, et la consultation des documents.

Par ailleurs, les sites construits avant 1997 sont susceptibles de contenir de l'amiante, notamment dans les clapets coupe-feu, les gaines, les joints, les calorifuges. En conséquence, les intervenants de l'entreprise titulaire devront être formés afin de mettre en œuvre les mesures de prévention liées aux risques amiante. Une intervention en sous-section 4 nécessite la formation des différents intervenants (opérateur et encadrement). Ces formations doivent justifier d'un contenu pédagogique conforme aux exigences de l'arrêté de 23 février 2012. Les opérateurs et encadrants devront être formés ; cette demande est valable pour les sous-traitants.

L'acheteur mettra à disposition des intervenants du titulaire les éléments idoines. En conséquence, le titulaire ne pourra refuser de procéder à la maintenance au prétexte de présence d'amiante avérée ou probable. Ces éléments seront intégrés au plan de prévention, le cas échéant.

Le titulaire ne peut se prévaloir de la méconnaissance ou de l'insuffisance d'informations sur le bâtiment ou ses installations ou faire état ultérieurement d'une erreur, omission ou imprécision quelconques, pour ne pas accomplir tout ou partie des prestations nécessaires à l'accomplissement total de sa mission dans le cadre défini par le présent CCAP et le CCTP. Il demeure seul responsable des erreurs qui peuvent se produire soit de son fait, soit par manque de vérification des plans, des schémas et des divers documents contractuels.

Les inexactitudes qui peuvent être évoquées après la passation du marché ne remettent en cause, en aucun cas, le montant de maintenance récurrent du marché.

■ 7.3 : Formation - habilitation

Le titulaire doit assurer la formation et les habilitations électriques de tous les agents qui interviennent en exploitation et en maintenance sur les équipements.

Le titulaire doit former son personnel et s'assurer de l'état des connaissances sur le plan de la technique et de la sécurité.

De ce fait, au regard de sa connaissance du site, des habilitations autres, notamment travail en hauteur, pourront être nécessaires et le titulaire doit assurer également la formation et s'assurer que les intervenants détiennent les habilitations nécessaires aux intervenants sur ce site afin qu'aucun cas de refus d'intervention pour ces motifs ne puisse être avancé.

■ 7.4 : Tenue vestimentaire

Les agents d'intervention devront toujours porter des tenues conformes au Code du travail, notamment les équipements de protection individuelle avec chaussures de sécurité adaptées à leur activité.

■ 7.5 : Nettoyage

Le titulaire maintient en parfait état de propreté les locaux techniques abritant les équipements dont il assure la maintenance ainsi que les locaux mis à la disposition de ses personnels.

■ 7.6 : Normes - règles professionnelles et documents techniques unifiés (DTU)

Le titulaire se conforme aux plus récentes loi, règlements, normes et règles professionnelles en vigueur.

■ 7.7 : Obligations liées à l'exécution des prestations

Pour l'atteinte des objectifs contractuels, le titulaire se voit confier l'exploitation et la maintenance des équipements et des bâtiments. A ce titre, il est directement responsable de la bonne exploitation et de l'atteinte des objectifs de performances jusqu'à la fin du contrat de maintenance.

Conformément aux articles du code de la construction et de l'habitation L141-1 à L146-1 (Sécurité des personnes contre les risques d'incendie), le titulaire devra s'assurer que les installations de l'établissement sont maintenues et entretenues en conformité avec la réglementation et procéder aux opérations d'entretien des installations conformément aux prescriptions réglementaires.

Le titulaire s'engage à assurer le bon fonctionnement des ouvrages et veille à ne rien faire qui puisse entraîner la dépréciation.

Le titulaire ne peut apporter aucune modification aux locaux et installations sans l'accord préalable de l'acheteur. En outre, toute modification se fera dans le respect des prescriptions réglementaires prévues par la réglementation ainsi que les circulaires et instructions en vigueur, en particulier sur le plan de la sécurité.

Le titulaire doit faire le nécessaire pour rendre ou maintenir les installations conformes à la législation ou réglementation et aux normes des compagnies d'assurances.

Des précisions complémentaires sur les obligations particulières du titulaire sont décrits dans le CCTP.

■ 7.8 : Obligation de conseil

Le titulaire a un devoir de conseil (ou d'alerte) s'il se rend compte, lors de ses interventions, de non-conformité, de dysfonctionnements, dangers potentiels au titre de ses prestations.

Le titulaire a notamment obligations d'informer et/ou solliciter le service opérationnel sur toutes demandes non conformes aux normes et textes applicables décrits dans le CCTP.

Le titulaire a la faculté de formuler des avis et des recommandations sur les travaux et opérations dont il n'a pas la charge. Ce devoir de conseil est fondé sur la production d'un rapport qui décrit les risques et menaces et propose des actions pour les réduire.

Le titulaire et l'acheteur s'inscrivent dans le cadre d'une démarche d'amélioration continue des prestations du marché. Dans cette perspective, l'acheteur et le titulaire conviennent d'élaborer conjointement un plan de progrès.

■ 7.9 : Obligation d'information et de présence aux réunions

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution de la prestation.

Le titulaire informe sans délai l'acheteur de l'évolution de la réglementation dont il aurait connaissance et nécessitant, par exemple, une mise en conformité des ouvrages. L'acheteur s'engage à informer le titulaire de la suite donnée aux informations portées à sa connaissance. Le titulaire supportera, sans y apporter d'obstacle, les travaux entrepris par l'acheteur.

Le titulaire doit honorer les exigences relatives aux réunions prévues au CCTP.

■ 7.10 : Confidentialité et secret des affaires

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution de l'accord-cadre, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors de l'accord-cadre ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

L'acheteur peut demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis, sans en conserver aucune copie ou trace.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire pourra entraîner la résiliation de l'accord-cadre aux torts du titulaire.

En cas de violation de cette obligation, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire d'un montant de 500 Euros par document divulgué en méconnaissance du secret des affaires, ainsi que, en cas de manquement grave ou répété, la résiliation de l'accord-cadre à ses torts.

Cette interdiction ne prend pas fin à l'issue de l'accord-cadre.

Le titulaire consent, en application de l'article L. 151-5 du code de commerce, à ce que tous les documents de son offre et ceux liés à l'exécution de l'accord-cadre puissent être divulgués par l'acheteur à un tiers, à la condition que cette divulgation s'avère nécessaire, notamment pour les besoins d'une mission de conseil ou d'assistance à maîtrise d'ouvrage AMO, de contrôle des prestations réalisées.

L'acheteur s'engage, le cas échéant, à obtenir de ce tiers toutes les assurances nécessaires quant à la mise en œuvre par ce dernier et ses éventuels sous-traitants de mesures effectives de protection des informations couvertes par le secret des affaires.

Tout au long de l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire est tenu de déclarer sans délai à l'acheteur toute situation de nature à constituer un conflit d'intérêts.

■ 7.11 : Assurances

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du contrat et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande de l'acheteur.

■ 7.12 : Traitement de données à caractère personnel

L'acheteur est responsable du traitement des données à caractère personnel. Le titulaire est sous-traitant au sens du RGPD.

Le présent article a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le titulaire du présent accord-cadre s'engage à effectuer pour le compte de l'acheteur les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

Dans le cadre du présent accord-cadre, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le RGPD et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

❖ 7.12.1 : Précisions terminologiques

Dans le cas présent, le responsable de traitement au sens du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après, « règlement général sur la protection des données » ou RGPD) est l'acheteur et le sous-traitant est le titulaire du présent accord-cadre.

❖ 7.12.2 : Nature, durée, finalité et description du traitement de données à caractère personnel

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'acheteur, les données à caractère personnel nécessaires pour fournir la prestation.

Les données à caractère personnel sont traitées pour une durée de 4 ans.

La ou les finalité(s) du traitement sont : connaissance des différents lieux de livraison et les contacts sur site, et éventuellement des intervenants, journalistes ou tout membre de l'organisation du bénéficiaire pour la tenue de la prestation.

Les types de données à caractère personnel traitées pourront être notamment : le nom, le prénom, la fonction, la date de naissance, le numéro de pièce d'identité et/ou de passeport, les coordonnées professionnelles, le numéro de téléphone personnel, les allergies alimentaires et environnementales.

Les catégories de personnes concernées sont pour un événement (ou groupe d'événements) donné : les participants, les intervenants, les journalistes, les personnalités de l'acheteur.

❖ 7.12.3 : Données sensibles

Si le traitement porte sur des données à caractère personnel révélant l'origine raciale ou ethnique, les opinions politiques, les convictions religieuses ou philosophiques ou l'appartenance syndicale, ainsi que des données génétiques ou des données biométriques aux fins d'identifier une personne physique de manière unique, des données concernant la santé ou des données concernant la vie sexuelle ou l'orientation sexuelle d'une personne physique, ou des données relatives aux condamnations pénales et aux infractions (« données sensibles »), le sous-traitant applique des limitations spécifiques et/ou des garanties supplémentaires.

❖ 7.12.4 : Sous-traitance des activités de traitement

Lorsque le titulaire (qui est, pour rappel, sous-traitant au sens RGPD), fait appel à un sous-traitant (au sens de la commande publique) pour mener des activités de traitement spécifiques, il informe préalablement et par écrit l'acheteur (le responsable de traitement au sens du RGPD). Cette information doit indiquer clairement la nature des activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du contrat de sous-traitance. Cette sous-traitance ne peut être effectuée que si l'acheteur n'a pas émis d'objection pendant le délai de 21 jours à compter de la date de réception de la demande en application des dispositions de l'article R.2193-4 du code de la commande publique.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire

DC4 ou tout autre document équivalent (téléchargeable sur <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>).

Le sous-traitant est tenu de respecter les obligations du présent accord-cadre pour le compte et selon les instructions de l'acheteur. Il appartient au titulaire de s'assurer que le sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences de la législation et de la réglementation en vigueur sur la protection des données.

Le titulaire demeure pleinement responsable, à l'égard de l'acheteur, de l'exécution des obligations du sous-traitant conformément au contrat conclu avec le sous-traitant ultérieur. Le titulaire informe l'acheteur de tout manquement du sous-traitant à ses obligations contractuelles.

❖ 7.12.5 : Droit d'information et exercice des personnes concernées par le traitement

Il appartient au titulaire de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

La formulation et le format de l'information doivent être convenus avec l'acheteur avant la collecte de données.

Le titulaire doit répondre, au nom et pour le compte de l'acheteur et dans les délais prévus par le règlement général sur la protection des données, aux demandes des personnes concernées en cas d'exercice de leurs droits.

Le titulaire doit pouvoir garantir, pendant toute la durée des prestations, que l'intégralité des données à caractère personnel qu'il traite dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre en qualité de sous-traitant RGPD sont traitées et plus généralement rendues accessibles exclusivement au sein :

- de l'Espace économique européen ;
- d'un État tiers bénéficiant d'une décision d'adéquation au sens de l'article 45 du RGPD ;
- ou, à défaut, que les transferts résultant de la réalisation des Prestations sont encadrés par des garanties appropriées ou des règles d'entreprise contraignantes au sens des articles 46 et 47 du RGPD, le cas échéant complétées par des mesures supplémentaires visant à garantir qu'il ne pourra pas y être fait échec dans l'État tiers de destination, dans le strict respect de la jurisprudence.

La garantie du titulaire sur ce point doit non seulement couvrir l'hébergement des données, mais également toutes les opérations de traitement réalisées par le titulaire ou par les sous-traitants RGPD ultérieurs auxquels pourraient le cas échéant être confiées certaines opérations de traitement (notamment maintenance et assistance).

Le titulaire doit ainsi pouvoir garantir que les données traitées ne peuvent pas être rendues accessibles à des destinataires, y compris des autorités administratives ou judiciaires, situés hors de l'Espace économique européen sans que soit respecté le droit applicable, et en particulier le RGPD. Le titulaire détaillera les moyens mis en place pour y répondre.

❖ 7.12.6 : Notification des violations de données à caractère personnel

Le titulaire notifie à l'acheteur toute violation de données à caractère personnel dans un délai de 24 heures après en avoir pris connaissance et par courriel. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'acheteur, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente (en l'occurrence, à la Commission nationale de l'informatique et des libertés, CNIL) si possible 72 heures au plus tard après en avoir pris connaissance.

Après accord écrit de l'acheteur, le titulaire notifie à l'autorité de contrôle compétente, au nom et pour le compte de l'acheteur, les violations de données à caractère personnel dans un délai maximum de 24 heures à moins que la violation en question ne soit pas susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes physiques.

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que l'acheteur propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord écrit de l'acheteur, le titulaire communique, au nom et pour le compte de l'acheteur, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que l'acheteur propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

❖ 7.12.7 : Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations

Le titulaire aide l'acheteur :

- à la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données ;
- à la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

Le titulaire met à la disposition de l'acheteur la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre, le cas échéant, la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'acheteur ou un auditeur mandaté par lui, et contribuer à ces audits.

❖ 7.12.8 : Mesures de sécurité

Le titulaire met en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

❖ 7.12.9 : Sort des données

Au terme de l'exécution du présent accord-cadre, l'acheteur informe le titulaire de sa décision relative au sort des données. L'acheteur peut demander au titulaire de :

- détruire toutes les données à caractère personnel ;
- renvoyer toutes les données à caractère personnel à l'acheteur ou au tiers désigné par l'acheteur.

Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du sous-traitant. Une fois détruites, le sous-traitant doit justifier par écrit de la destruction.

❖ 7.12.9 : Mise en œuvre du traitement

Le titulaire de l'accord-cadre s'engage, notamment, à :

- traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/font l'objet du présent accord-cadre ;
- si le titulaire considère qu'une instruction est donnée en violation du règlement général sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement l'acheteur ;
- si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers (hors de l'Union européenne) ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer l'acheteur de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information.
- Les données transférées vers un pays tiers doivent bénéficier d'un degré de protection équivalent à celui garanti par le RGPD au sein de l'Union européenne. Il est rappelé que tout transfert de données à caractère personnel, au bénéfice de toute entité et notamment de pays tiers ou d'organisations internationales, qui ne serait pas strictement conforme à la réglementation française ou européenne est formellement prohibé.

A défaut de pouvoir garantir le respect de ces exigences en cas de transfert de données à caractère personnel vers un pays tiers, le titulaire suspend tout transfert et se rapproche de l'acheteur pour envisager, le cas échéant, l'adaptation des modalités d'exécution de l'accord-cadre permettant le respect des exigences du RGPD.

Si les modalités d'exécution ne peuvent être adaptées, l'acheteur procède à la résiliation l'accord-cadre pour motif d'intérêt général dans les conditions prévues par le CCAG de référence.

- garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent accord-cadre ;
- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent accord-cadre :
 - o s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
 - o reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel ;
- prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

❖ 7.12.10 : Délégué à la protection des données

Si ne l'a pas mentionné dans son offre, le titulaire communique dans les jours qui suivent la notification du marché à l'acheteur le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données.

L'acheteur informe le titulaire de l'adresse mail de contact de son DPO : dpo@uuniv-lyon2.fr

❖ 7.12.11 : Registre des activités de traitement

Le titulaire tient par écrit un registre de toutes les activités de traitement effectuées pour le compte de l'acheteur comprenant :

1. le nom et les coordonnées de l'acheteur pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
2. les catégories de traitements effectués pour le compte de l'acheteur ;

3. le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement général sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées ;

4. dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, notamment, selon les besoins :

- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
- des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

■ 7.13 : Autres obligations administratives

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement concernant le titulaire et pouvant influencer sur le déroulement du marché doivent être notifiées à l'acheteur.

En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Le titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail.

Ces documents sont transmis par le titulaire sur la plate-forme en ligne, mise à disposition gratuitement, à l'adresse suivante : <http://www.e-attestations.fr>.

Si le titulaire, et/ou le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, ils doivent produire avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés les documents suivants :

a) L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service « SIPSI » du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 du code du travail ;

b) Une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1 du code du travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.

Dans les conditions fixées à l'article L.2196-4 et suivants du code de la commande publique, le titulaire fournit, si l'acheteur en fait la demande, les renseignements sur les éléments techniques et comptables du coût de revient des prestations qui font l'objet du présent marché public (notamment bilans, comptes de résultat ainsi que leur comptabilité analytique et tout document de nature à permettre l'établissement des coûts de revient).

■ 7.14 : Prévention des risques de conflits d'intérêts et de corruption

Durant l'exécution du contrat le titulaire s'engage à maintenir son indépendance d'analyse et d'action afin d'éviter toute distorsion de concurrence, à éviter tout conflit pouvant exister entre ses intérêts, ceux de l'acheteur et ceux des autres opérateurs susceptibles d'être amenés à participer à l'exécution du contrat.

Le titulaire s'engage à avertir l'acheteur de toute situation susceptible d'aboutir à un conflit d'intérêts et lui soumet les dispositions qu'il propose de mettre en œuvre afin de faire disparaître cette situation. A ce titre, le titulaire s'engage à divulguer sur simple demande de l'acheteur les liens qui l'uniraient aux opérateurs économiques présentant leur candidature lors d'une autre consultation.

Conformément aux dispositions de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique le titulaire garantit que toute personne, physique ou morale, intervenant pour son compte dans le cadre du présent contrat :

- Respecte toute réglementation ayant pour objet la lutte contre la corruption et le trafic d'influence ;
- Met en place et maintient ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption ;
- Informe l'acheteur de tout événement qui pourrait avoir pour conséquence l'obtention d'un avantage indu, financier ou de toute autre nature, à l'occasion du présent contrat ;
- Fournit toute assistance nécessaire à l'acheteur pour répondre à une demande d'une autorité dûment habilitée relative à la lutte contre la corruption.

■ 7.15 : Responsabilité et réparation des dommages

Sauf mention contraire dans le CCAP, les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens par le titulaire du fait de l'exécution du contrat sont à la charge du titulaire.

Le titulaire garantit l'acheteur contre les sinistres ayant leur origine dans le matériel qu'il fournit, la prestation qu'il réalise ou dans les agissements de ses préposés et affectant les locaux où ce matériel est exploité.

Le défaut d'assurance est une cause de résiliation aux torts exclusifs du titulaire.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du titulaire par l'acheteur du fait de l'exécution du contrat sont à la charge de l'acheteur.

8. LITIGE ET SANCTIONS

8.1. Pénalités

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité.

Conformément à l'instruction fiscale n° 13 du 25/01/06, les pénalités seront indiquées et appliquées en euros hors taxe non soumis à la TVA.

Il est dérogé à l'article 14.1 du CCAG-FCS.

Aucune exonération n'est applicable. Le montant total des pénalités n'est pas limité.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable, sous réserve d'éventuelles stipulations particulières concernant les pénalités.

L'application d'une pénalité est sans effet sur les actions civiles ou pénales pouvant être intentées par l'université Lyon 2 à l'encontre du titulaire de l'accord-cadre. Aussi, il est expressément convenu entre les parties que l'application des pénalités par l'acheteur public n'a aucunement un caractère libératoire pour le titulaire de l'accord-cadre ; le titulaire est donc intégralement redevable de ses

obligations contractées et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités.

Pénalités applicables au lot n° 1

Pénalité	Fait générateur / montant des pénalités en € HT
<p>Retard dans la mise en route du chauffage</p> <p>ou</p> <p>Interruption du chauffage</p> <p>(Art. 3.3 du CCTP)</p>	<p>Si le chauffage est mis en route avec un retard de plus de 12 heures consécutives par rapport aux délais définis par le contrat ou s'il est interrompu pendant plus de 12 heures consécutives, une pénalité est appliquée par jour de retard (le premier jour de retard est automatiquement réputé entier après 12 heures calendaires consécutives de retard et les autres jours de retard sont acquis pour chaque tranche supplémentaire de 24 heures de retard calendaire).</p> <p>Par ailleurs, si le cumul des retards non consécutifs est inférieur à 12 heures calendaires pour la mise en route du chauffage et/ou en cas d'interruption du chauffage sont supérieurs à 24 heures calendaires sur l'année, la pénalité est également applicable (le premier jour de retard est automatiquement réputé entier après 24 heures calendaires non consécutives de retards cumulés et les autres jours de retard sont acquis pour chaque tranche supplémentaire de retards cumulés supérieurs à 24 heures calendaires).</p> <p>Le calcul de la pénalité est le suivant : Tout retard ou interruption donne lieu à une pénalité calculée sur la base du montant total HT de la redevance P2 égal, par jour de retard calendaire à : $P2 \text{ du site } / 180$. Ce ratio de 180 correspond à la période de chauffe.</p>
<p>Insuffisance de chauffage, rafraîchissement ou climatisation</p> <p>(Art. 3.3 du CCTP)</p>	<p>La prestation est considérée comme insuffisante si les températures sont différentes des valeurs contractuelles de plus de deux degrés pendant une période continue de 24 heures calendaires, ou de plus d'un degré pendant une période continue d'une semaine calendaire.</p> <p>Le calcul de la pénalité est le suivant : Toute insuffisance de chauffage, rafraîchissement ou climatisation donne lieu à une pénalité calculée sur la base du montant total HT de la redevance P2 égal, par jour d'insuffisance calendaire à : $P2 / 180$.</p>
<p>Retard dans la remise du procès-verbal de prise en charge</p> <p>(Art.1.3 du CCTP)</p>	<p>La pénalité applicable est de 100,00 euros par jour calendaire de retard.</p>
<p>Intervention dangereuse, non conforme ou non autorisée par l'Université Lumière Lyon 2</p> <p>(Art. 3.4.3, 4.3.2, et du CCCTP)</p>	<p>La pénalité applicable est de 500,00 euros forfaitaire par intervention dangereuse, non conforme ou non autorisée constatée par l'Université Lumière Lyon 2</p>
<p>Non maintien des performances ou qualités d'origines des équipements selon les prescriptions du</p>	<p>La pénalité applicable est de 100,00 euros forfaitaire par constat de non maintien permanent des performances ou des qualités d'origines des équipements. Ce constat est effectué par l'Université Lumière Lyon 2. Par ailleurs, à compter du jour où l'Université Lumière Lyon 2 a informé le titulaire d'un constat de non maintien des performances ou des qualités</p>

marché (Art. 2.1 du CCTP)	d'origines des équipements, une pénalité de 100,00 euros par jour de retard calendaire est appliquée tant que la situation n'est pas redevenue conforme aux prescriptions du contrat.
Délai de remise en état provisoire ou définitif (Art.3.3 du CCTP)	La pénalité applicable est de 100,00 euros par heure calendaire de retard dès le premier jour de dépassement des délais contractuels.
Absence de mise à jour des documents ou non remise des documents (Art. 2.2.2, 3.1.1, 3.1.2, 3.4.1, 3.4.2, 3.4.3, 4.2.1, 4.3.1 et 5.2 du CCTP)	La pénalité applicable est de 300,00 euros par jour de retard calendaire et par document dès le premier jour de dépassement des délais contractuels.
Remise du rapport mensuel et annuel d'activité (Art. 3.4.2 du CCTP)	La pénalité applicable est de 75 euros par jour calendaire de retard dès le début du premier jour de dépassement des délais contractuels.
Retard dans la réalisation de la maintenance préventive réglementaire (Art. 3.1.3 du CCTP)	La pénalité applicable est de 100 euros par jour calendaire de retard au-delà du délai imposé par la réglementation et définie par le planning remis par le titulaire à l'université Lumière Lyon 2 comme précisé au CCTP
Prestations spécifiques (Art. 3.5 du CCTP)	La pénalité applicable est de 100 euros par non-conformité constatée par l'Université Lumière Lyon 2.
Absence de traitement des demandes émises par les utilisateurs (Art. 3.1.6 du CCTP)	La pénalité applicable est de 100 euros par jour calendaire de retard dès le début du premier jour de dépassement des délais contractuels.
Absence ou retard supérieur à 30 mn à une réunion ou un contrôle faisant suite à une convocation adressée par l'Université Lumière Lyon 2	La pénalité applicable est de 300,00 euros par absence et de 100,00 euros par retard constaté supérieur à 30 minutes à une réunion ou à un contrôle faisant suite à une convocation adressée par l'Université Lumière Lyon 2.
Non-respect des heures de présence sur site (Art. 3.1.1 du CCTP)	Tout retard ou absence aux jours et heures de présence prévues sur site entraîne l'application d'une pénalité forfaitaire de 50,00 euros par heure calendaire de retard ou d'absence
Retard dans le renseignement de la base de données de la GMAO et/ou du système de demande d'intervention (Art. 1.4, 3.4.6, 3.5.6)	La pénalité applicable est de 100 euros par jour calendaire de retard constaté dans le renseignement de la base de données de la GMAO et/ou du système de demande d'intervention.

du CCTP)	
Retard dans le traitement et la levée effective des réserves émises par le bureau de contrôle (Art.3.4.4 du CCTP)	La pénalité applicable est de 50,00 euros par jour calendaire de retard constaté
Retard dans le délai de remise des devis	La pénalité applicable en cas de retard dans la remise d'un devis est de 75,00 euros par jour ouvré de retard constaté après dépassement du délai contractuel
Manquement aux règles d'hygiènes et de sécurité (Art. 2.1 du CCTP)	En cas de manquement aux règles d'hygiènes et de sécurité, une pénalité forfaitaire de 200,00 euros par manquement constaté sera appliquée. Après mise en demeure adressée par l'Université Lumière Lyon 2 de bien vouloir se conformer aux règles d'hygiène et de sécurité et en cas de persistance du manquement, une pénalité complémentaire de 100,00 euros par jour calendaire de retard est appliquée jusqu'à la résolution du manquement.
Retard dans le dégagement, le nettoyage, la remise en état des emplacements occupés ou le repliement des installations de chantier (Art. 4.3.3 du CCTP)	En cas de retard dans le dégagement, le nettoyage, la remise en état des emplacements occupés ou bien encore dans le repliement des installations de chantier, une pénalité forfaitaire de 100,00 euros par jour calendaire de retard sera appliquée à compter de l'achèvement réel des prestations/travaux.

Pénalités applicables au lot n° 2

Pénalité	Fait générateur / montant des pénalités en € HT
Pénalité pour retard dans l'exécution des prestations/travaux (Art. 6.1.1, 6.1.2 du CCTP)	La pénalité applicable en cas de retard constaté dans l'exécution des prestations/travaux est de 200,00 euros par jour calendaire de retard à partir du dépassement du délai contractuel indiqué sur le bon de commande.
Pénalité pour retard dans la remise des documents dans le cadre de l'exécution des prestations / travaux (Art. 6.1.1 du CCTP)	La pénalité applicable en cas de retard constaté dans la remise des documents est de 100,00 euros par jour calendaire de retard à partir du dépassement du délai contractuel.
Pénalité pour retard sur les dépannages GTC (Art. 6.1.2, 6.3 du CCTP)	En cas de retard constaté sur les dépannages GTC, une pénalité de 200,00 euros par jour calendaire de retard sera appliquée à compter du dépassement du délai maximal d'intervention.
Absence ou retard	La pénalité applicable est de 150,00 euros par absence ou retard constaté à

supérieur à 30mn à une réunion ou un contrôle faisant suite à une convocation adressée par l'acheteur	une réunion ou à un contrôle faisant suite à une convocation adressée par l'Université Lumière Lyon 2.
Manquement aux règles d'hygiène et de sécurité (Art. 6.1.1 du CCTP)	En cas de manquement aux règles d'hygiène et de sécurité, une pénalité forfaitaire de 250,00 euros par manquement constaté sera appliquée. Après mise en demeure adressée par l'Université Lumière Lyon 2 de bien vouloir se conformer aux règles d'hygiène et de sécurité et en cas de persistance du manquement, une pénalité complémentaire de 100,00 euros par jour calendaire de retard est appliquée jusqu'à la résolution du manquement.

Pénalités communes aux 2 lots

Pénalité pour non-respect de l'engagement d'insertion par l'activité économique

En cas de non-respect des engagements d'insertion, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 35 € HT par heure non réalisée ou non validée par l'UNIVERSITE LUMIERE LYON II sur avis de l'AMOI. Sur avis du facilitateur, le titulaire pourra être exonéré de pénalités si la non-réalisation de l'obligation n'incombe pas à l'entreprise.

En cas d'absence ou de refus de transmission des renseignements propres à permettre le contrôle de l'exécution de l'action, le titulaire subira une pénalité égale à 100 euros par semaine de retard, à compter de la date indiquée dans le courrier de mise en demeure.

Pénalité pour manquement aux obligations associées à la protection des données à caractère personnel

En cas de méconnaissance de la réglementation liée à la protection des données à caractère personnel et des stipulations de l'article 7.12 du présent document, les pénalités suivantes seront appliquées :

- 50 euros par jour de retard (à compter du jour de la notification) en cas de non transmission du nom et des coordonnées du DPD du titulaire ;
- 100 euros par jour de retard (à compter du jour de la notification) pour absence de notification à l'acheteur d'une violation de données à caractère personnelle ;
- 50 euros par jour de retard pour non-tenue du registre des activités de traitement ...).

Conformément au CCAG de référence, l'acheteur peut résilier l'accord-cadre pour faute du titulaire en cas de manquement grave et répété, par le titulaire ou son sous-traitant, aux obligations relatives à la confidentialité, à la protection des données à caractère personnel et à la sécurité prévues par la réglementation française et européenne ainsi qu'aux obligations prévues par le présent article et par les pièces particulières de l'accord-cadre.

Pénalité liée à la sous-traitance

En cas de découverte d'un sous-traitant non déclarée, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 300 €. De même, l'absence de déclaration d'un sous-traitant après mise en demeure de l'acheteur conduira à l'application d'une pénalité de 100 € par jour calendaire de retard.

Obligation de confidentialité et secret des affaires

En cas de violation de cette obligation, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire d'un montant de 500 € par document divulgué en méconnaissance du secret des affaires, ainsi que, en cas de manquement grave ou répété, la résiliation de l'accord-cadre à ses torts.

Autres violations contractuelles

Pour chaque violation contractuelle non susmentionnée, une pénalité forfaitaire d'un montant minimum de 50 € et pouvant aller jusqu'à 1 000 € maximum pourra être appliquée (le montant de la pénalité sera apprécié de manière discrétionnaire par l'université au regard de la nature de la nature et de la portée réelle du manquement constaté.

8.2. Autres stipulations

■ 8.2.1 : Plan de progrès

Le titulaire et l'acheteur s'inscrivent dans le cadre d'une démarche d'amélioration continue des prestations de l'accord-cadre.

Dans cette perspective, les parties pourront élaborer conjointement un plan de progrès à la date anniversaire de notification de l'accord-cadre.

Le plan de progrès s'articule autour des axes définis, ci-après :

- Préconisation vis-à-vis du décret tertiaire DEET ;
- Environnemental : améliorer l'ensemble des prescriptions prévues au présent marché.

Les axes de progrès peuvent être complétés conjointement par les parties dans le cadre du plan de progrès.

Ils présentent des propositions d'amélioration en tenant compte des retours d'expérience capitalisés à l'issue de la première période annuelle d'exécution. Sur la base de cette proposition, les parties engagent des discussions afin d'élaborer le plan de progrès initial.

Les parties conviennent d'opérer un suivi régulier des actions mises en œuvre et d'établir semestriellement un bilan du plan de progrès élaboré conjointement. Ce bilan détaille notamment les actions engagées, les résultats constatés, les difficultés rencontrées, et le cas échéant, propose des ajustements du plan de progrès initial.

Les parties détaillent dans le plan de progrès les objectifs cibles, les indicateurs de mesure de la performance, les actions et moyens à la charge des parties, les ressources mobilisées par chacune des parties et le calendrier prévisionnel de chacune des actions.

Dans l'hypothèse où le plan de progrès conduirait à modifier les stipulations du marché spécifique, notamment les conditions d'exécution financière, il donne lieu à la conclusion d'un avenant. Dans le cas inverse où il n'entraîne aucune modification des stipulations du marché spécifique, le plan de progrès est formalisé par un simple échange de courriels entre les parties.

■ 8.2.2 : Langue

Tous les documents écrits remis par le titulaire à l'acheteur doivent être rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il doit fournir, à sa charge, ce document accompagné d'une traduction en français.

De plus, l'ensemble des communications écrites ou orales qui ont lieu entre l'acheteur et le titulaire et ses sous-traitants éventuels, durant la phase d'exécution du marché s'effectue en français.

■ 8.2.3 : Echanges dématérialisés

L'acheteur notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tout moyen dématérialisé (profil acheteur PLACE ou adresse électronique mentionnée dans la réponse du titulaire) permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

Les échanges dématérialisés autres que ceux faisant courir un délai s'effectuent via le profil acheteur PLACE.

■ 8.2.4 : Sous-traitance

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations du contrat après acceptation du sous-traitant par l'acheteur.

Conformément à l'article R2193-10 du Code de la commande Publique, lorsque le montant du contrat de sous-traitance est supérieur à 600 € TTC, le sous-traitant accepté par l'Université Lumière Lyon 2 et dont les conditions de paiement ont été agréées, est payé directement par l'Université Lumière Lyon 2.

Une demande d'agrément du sous-traitant devra être formulée par le titulaire selon les dispositions définies aux articles R2193-1 à R2193-3 du Code de la Commande Publique. La demande doit être effectuée par courrier recommandé avec accusé de réception ou par tous moyens permettant d'en accuser réception.

Outre l'acte spécial (formulaire DC4) complété, daté et signé, la déclaration de sous-traitance doit obligatoirement comporter les pièces suivantes :

- Une attestation du titulaire établissant qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant de l'accord-cadre ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, en produisant, le cas échéant, soit l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité du marché qui lui a été délivré, soit une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances ;
- Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il n'est pas placé dans un cas d'exclusion mentionné par les dispositions législatives des sections 1 et 2 du chapitre 1er du titre IV du code de la commande publique ;
- L'attestation de régularité fiscale (<https://www.impots.gouv.fr/portail/>) ;
- L'attestation de vigilance relative à la fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations sociales (<https://www.urssaf.fr/portail/home.html>) ;
- Le justificatif d'immatriculation de l'opérateur économique (Kbis ou équivalent) ;
- L'attestation d'assurance responsabilité civile professionnelle (RC PRO) ;
- Une liste nominative des salariés étrangers soumis à autorisation de travail ou attestation sur l'honneur déclarant ne pas employer de salarié étranger soumis à autorisation de travail ;
- Les pièces mentionnées et exigées dans le Code du travail notamment à l'article R 1263-12 concernant les salariés détachés (le cas échéant) ;
- Le relevé d'identité bancaire du sous-traitant ;
- Un dossier présentant les capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant comportant :
 - Une liste des prestations exécutées au cours des trois dernières années ;
 - Une description de l'outillage, du matériel et de l'équipement technique dont sous-traitant disposera pour la réalisation de l'accord-cadre public - en cas de groupement, chaque candidat doit fournir cette information) ;
 - Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du sous-traitant et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ;
 - Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant des prestations similaires à celles de l'accord-cadre, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles.

L'Université Lumière Lyon 2 dispose de vingt-et-un (21) jours pour formuler son agrément à partir de la date figurant sur l'accusé de réception. Passé ce délai, le sous-traitant est réputé agréé.

Par dérogation à l'article 3.6.2 du CCAG-FCS, la notification de l'acte spécial constatant l'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement, sera réalisée auprès du seul titulaire.

La répartition des sommes à payer au titulaire et à ses sous-traitants résultera de la déclaration spéciale visée aux articles R2193-1 et R2193-3 du Code de la Commande Publique.

Si un sous-traitant du titulaire met en demeure l'acheteur de lui régler directement certaines sommes qu'il estime lui être dues au titre du contrat de sous-traitance, l'Université Lumière Lyon 2 peut retenir les sommes réclamées sur celles qui restent à payer au titulaire. Les sommes ainsi retenues ne portent pas intérêt. Si le droit du sous-traitant est définitivement établi, l'Université Lumière Lyon 2 paie le sous-traitant et les sommes dues au titulaire sont réduites en conséquence.

Dans tous les cas, le titulaire de l'accord-cadre reste seul responsable, vis-à-vis de l'Université Lumière Lyon 2 ou des tiers, de l'exécution des services qu'il confie à des sous-traitants. Cette responsabilité couvre notamment et non limitativement la responsabilité et les clauses découlant de l'application du présent contrat.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation de l'accord-cadre aux frais et risques de l'entreprise titulaire.

■ 8.2.5 : Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire

L'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues au marché, aux frais et risques du titulaire, dans les deux cas énumérés à l'article 45 du CCAG-FCS.

Le titulaire du marché résilié n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes les informations recueillies et les moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché initial et qui seraient nécessaires à l'exécution du marché de substitution. Ce marché de substitution est transmis pour information au titulaire défaillant.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du présent contrat, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

■ 8.2.6 : Règlement à l'amiable des litiges

Les parties peuvent soumettre les différends qui les opposent au Médiateur des entreprises (<https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises/marches-publics-entreprises>), au Comité consultatif de règlement amiable des litiges compétent (articles R2197-1 et suivant du Code de la commande publique) ou à la DIRRECTE (<http://direccte.gouv.fr/>).

■ 8.2.7 : Résiliation pour faute

Par dérogation à l'article 41.2 du CCAG-FCS, en cas de mauvaise exécution des prestations objet du contrat ou de non-respect des stipulations du contrat par le titulaire, l'acheteur peut résilier, sans mise en demeure préalable, le contrat aux torts du titulaire. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnisation du titulaire et n'éteint pas l'action éventuelle de l'acheteur en réparation des préjudices causés par la faute du titulaire.

Outre les cas de résiliation prévues au CCAG de référence, l'acheteur se réserve la possibilité de résilier le marché :

- en cas de non-respect des obligations définies à l'article 5 du CCTP ;
- dans l'hypothèse d'une carence répétée.

Le décompte de résiliation à la suite d'une décision de résiliation pour faute du titulaire est établi conformément à l'article 41.3 du CCAG-FCS. Ce décompte, une fois arrêté par la personne publique, est ensuite notifié au titulaire.

La résiliation prend effet à la date fixée dans la décision, ou à défaut, à la date de sa notification.

■ 8.2.8 : Règlement des litiges et clause attributive de compétence

Conformément à l'article 46 du CCAG-FCS, l'acheteur et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations de l'accord-cadre ou à l'exécution des prestations objet de l'accord-cadre.

Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'un mémoire en réclamation exposant précisément les motifs de ce différend et indiquant, le cas échéant, pour chaque chef de contestation, le montant des sommes réclamées et leur justification.

Ce mémoire doit être communiqué à l'acheteur dans le délai de deux mois courant à compter du jour où le différend est apparu. Le délai de communication du mémoire en réclamation est prescrit à peine de forclusion.

En cas de litige le tribunal compétent est le suivant :

Tribunal Administratif de Lyon
184 rue Duguesclin
69433 Lyon
Téléphone : 04 78 14 10 10
Courriel : greffe.ta-lyon@juradm.fr
Télécopie : 04 78 14 10 65
Site internet : lyon.tribunal-administratif.fr

■ **8.2.9 : Dispositions applicables en cas de menace sanitaire grave appelant des mesures d'urgence**

La menace sanitaire appelant des mesures d'urgence, notamment l'état d'urgence sanitaire déclaré en application des dispositions du code de la santé publique, est assimilée à un cas de force majeure dès lors que cette situation est inconnue des parties au moment de la signature de l'accord-cadre par l'acheteur et du bénéficiaire ou que cette situation, bien que connue des parties, donne lieu à des mesures d'urgences nouvelles inconnues des parties au moment de la signature de l'accord-cadre par l'acheteur et ayant un impact direct sur l'exécution du contrat. Ces situations sont constitutives d'un « évènement perturbateur » au sens du présent article.

L'évènement perturbateur fait obstacle à l'application de sanction, de pénalités contractuelles à l'égard du titulaire comme à la mise en œuvre de la responsabilité contractuelle des parties à raison de retards ou d'inexécution des obligations qui leur incombe, dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et le retard ou l'inexécution.

Suspension de l'exécution des prestations à la demande de titulaire

Si le titulaire est temporairement dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie des prestations du fait de l'évènement perturbateur ou que cette exécution ferait peser sur lui une charge manifestement excessive, il peut en demander la suspension par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

La décision de suspendre l'exécution des prestations à la demande du titulaire fait l'objet d'un écrit émanant de l'acheteur et est transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Dans sa décision, le bénéficiaire précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée de l'accord-cadre. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

En cas de suspension du marché à la demande du titulaire, l'acheteur se réserve la possibilité de conclure un marché de substitution avec un tiers pour satisfaire les besoins qui ne peuvent souffrir aucun retard, nonobstant toute clause d'exclusivité et sans que le titulaire du marché initial ne puisse engager, pour ce motif, la responsabilité contractuelle de l'acheteur. L'exécution du marché de substitution n'est pas effectuée aux frais et risques du titulaire.

Le titulaire ne peut quant à lui être sanctionné, se voir appliquer de pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'il démontre qu'il ne dispose pas des moyens suffisants pour exécuter les prestations ou que leur mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive. A ce titre, toute justification permettant à l'acheteur d'apprécier le bien-fondé des difficultés rencontrées ou à venir ainsi que leur lien de causalité avec l'évènement perturbateur doit être fournie par le titulaire.

La suspension de l'exécution des prestations à l'initiative du titulaire n'ouvre droit à aucune indemnité au bénéfice de ce dernier.

Suspension à l'initiative de l'acheteur

Si l'acheteur décide de suspendre l'exécution de tout ou partie des prestations, il en informe le titulaire par écrit, dans les meilleurs délais et par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Dans sa décision, l'acheteur précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée de l'accord-cadre. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

En cas de suspension de tout ou partie des prestations, les parties procèdent à l'établissement d'un constat contradictoire des prestations réalisées jusqu'à la suspension, sauf lorsque celui-ci s'avère manifestement inutile.

L'acheteur ne peut voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et la décision de suspension.

Le titulaire, quant à lui, ne peut être sanctionné, se voir appliquer de pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée du fait de cette suspension.

Celle-ci donne lieu à indemnisation du titulaire s'il démontre l'existence d'un lien direct entre le préjudice subi et la suspension des prestations.

Pour ce faire, il adresse à l'acheteur un mémoire en réclamation, conformément aux dispositions de l'article du CCAG de référence relatif aux différends entre les parties. Ce mémoire justifie :

- les coûts d'arrêt des prestations objet de l'accord-cadre ;
- les coûts de remise en état à l'issue de la suspension en vue de la reprise d'exécution ;
- la part des charges d'exploitation directement liées à l'exécution du marché et qui ont continué d'être supportées par le titulaire pendant la période de suspension.

Résiliation en cas d'impossibilité d'exécuter la prestation et indemnisation associée

Lorsque le titulaire est dans l'impossibilité d'exécuter l'accord-cadre du fait de l'évènement perturbateur, l'acheteur prononce la résiliation du lot concerné sur le fondement de l'article L. 2195-2 du code de la commande publique.

Le décompte de résiliation est établi conformément aux dispositions du CCAG de référence, en faisant application des modalités de résiliation s'attachant au cas de résiliation pour évènement présentant les caractéristiques de la force majeure.

Indemnisation suite à l'annulation d'un bon de commande

L'annulation d'un bon de commande par l'acheteur à la suite d'un évènement perturbateur ouvre droit à une indemnisation du titulaire des dépenses spécifiquement engagées pour l'exécution des prestations annulées.

Le titulaire adresse à l'acheteur un mémoire en réclamation, conformément aux dispositions de l'article du CCAG de référence relatif aux différends entre les parties. Ce mémoire justifie :

- de l'existence du préjudice subi (réalité des charges pesant sur le titulaire et évaluation du montant demandé) ;
- de l'existence d'un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et ledit préjudice.

Indemnisation en cas de poursuite d'exécution bouleversant l'équilibre du contrat

Lorsque l'équilibre du contrat est bouleversé du fait de la poursuite de l'exécution des prestations, le titulaire peut être indemnisé des charges supplémentaires extracontractuelles qu'il supporte, dans les conditions précisées par la circulaire du Premier ministre et du ministre de l'économie et des finances du 20 novembre 1974 relative à l'indemnisation des titulaires de marchés publics en cas d'accroissement imprévisible de leurs charges économique.

Pour ce faire, le titulaire doit démontrer le bouleversement de l'équilibre du contrat, la perte effective subie ainsi que le lien avec l'évènement perturbateur. A défaut, la demande d'indemnisation est rejetée.

Un pourcentage de 10% du montant de la perte effective reste à la charge du titulaire.

Demandes indemnitaires

Les demandes indemnitaires font l'objet d'un mémoire en réclamation transmis à l'acheteur par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception. Le mémoire en réclamation est transmis dans les conditions fixées par l'article 46.2 du CCAG-FCS et justifie de manière circonstanciée le préjudice subi, les coûts associés, et leur lien avec l'évènement ayant caractère de force majeure.

Ne peuvent être indemnisés des coûts résultant de la négligence ou de la défaillance du titulaire.

Modalités de communication en cas de crise sanitaire

En période de crise sanitaire, les réunions en présentiel peuvent être remplacées par des réunions à distance par tous moyens de téléconférence (audioconférence, visioconférence notamment).

Lorsque les parties privilégient les échanges dématérialisés, les modalités fixées au présent document s'appliquent (cf article « Echanges dématérialisés »).

9. FIN DU CONTRAT

■ 9.1 : Résiliation pour motif d'intérêt général

Par dérogation à l'article 42 du CCAG- FCS, l'acheteur pourra à tout moment mettre fin de manière anticipée à l'accord-cadre ou à des bons de commande pour un motif d'intérêt général par décision de résiliation unilatérale qui devra être notifiée avec accusé de réception au titulaire de l'accord-cadre. Le titulaire n'a droit à aucune indemnité, y compris pour la part des frais et investissement éventuellement engagés pour l'accord-cadre ou un bon de commande et strictement nécessaire à son exécution.

La résiliation fait l'objet d'un décompte de résiliation établi conformément aux dispositions de l'article 43.2 du CCAG-FCS. Ce décompte, une fois arrêté par l'acheteur, est ensuite notifié au titulaire.

■ 9.2 : Certificat de bonne exécution

Si le contrat a été exécuté dans les délais et niveaux de qualité prévus au cahier des charges, l'acheteur peut, à la demande du titulaire, établir un certificat de bonne exécution du contrat à faire valoir sur sa candidature pour d'autres appels d'offres.

■ 9.3 : Garantie

Les prestations font l'objet de la garantie prévue au CCAG de référence.

La garantie prévue au CCAG de référence s'exerce indépendamment de la garantie légale pour vices cachés prévue aux articles 1641 et suivants du code civil.

Liste des dérogations au CCAG Fournitures courantes et services :

L'article 2.1.4 du contrat déroge aux articles 4.1 et 4.2.1 du CCAG
L'article 2.1.5 du contrat déroge à l'article 3.3 du CCAG
L'article 3.4 du contrat déroge à l'article 16.1 du CCAG
L'article 3.5 du contrat déroge à l'article 3.7.2 du CCAG
L'article 3.6 du contrat déroge à l'article 3.8.2 du CCAG
L'article 5.1.3 du contrat déroge à l'article 10.1.4 du CCAG

L'article 6 du contrat déroge à l'article 28.2 du CCAG
L'article 8.1 du contrat déroge à l'article 14.1 du CCAG
L'article 8.2.4 du contrat déroge aux articles 3.6.2 du CCAG
L'article 8.2.7 du contrat déroge à l'article 41.2 du CCAG
L'article 9.1 du contrat déroge à l'article 42 du CCAG



Documents et liens utiles :

[Code de la commande publique \(legifrance\)](#)

[CCAG Fournitures courantes et services 30 mars 2021](#)